

# Le chiffon rouge d'Ali Bongo



Par Mihindou Bissielou

**D**e la même manière un torero agite une étoffe rouge pour attirer le taureau à abattre, le chef de la junte au Gabon aime jouer la carte du dictateur rwandais, quand il se sent désavoué par l'Occident, principalement la France. Fin 2012, soupçonnant l'Hexagone de soutenir André Mba Obame dans la revendication d'une conférence nationale souveraine, Ali Bongo s'était rendu au Rwanda, auprès de Paul Kagame, d'où il nous était revenu avec la lumineuse idée de consacrer l'anglais comme deuxième langue officielle du Gabon. Alors qu'il éprouve toutes les peines du monde à faire accepter son nouveau coup d'Etat électoral, Ali Bongo sort encore Kagame de son chapeau, avec l'espoir que la France prendra peur et convaincra l'Union européenne (UE) d'adoucir le rapport de ses observateurs sur la présidentielle du 27 août et, en conséquence, de ne pas décréter des sanctions ciblées s'il parvenait à s'accrocher au pouvoir. Le putschiste gabonais surfe sur le fait que le dictateur rwandais, ancien chef d'une rébellion

armée soutenue par l'Ouganda, a sorti son pays, ex-colonie belge, de la Francophonie pour le Commonwealth (espace anglophone). Kagame entend ainsi punir la France de l'accuser d'avoir une part de responsabilité dans l'attaque à l'arme de guerre, début avril 1994, de l'avion du président Juvénal Habyarimana.

Hasard de calendrier ? La visite de Kagame intervient au moment où Jean Ping, le véritable vainqueur de la présidentielle, se rend en visite de travail en France, alors qu'Ali Bongo, globe-trotter impénitent, est reclus au Gabon depuis la validation de son hold-up électoral par la Cour constitutionnelle de la toujours bienveillante belle-mère Mborantsuo. Le putschiste en chef y voit-il une marque de sollicitude de Paris ? Dans tous les cas, la diaspora gabonaise a réservé à Jean Ping un accueil inoubliable auquel Ali Bongo n'a jamais eu droit dans la capitale française, même en graissant la patte à ses compatriotes.

Bien qu'elle soit, avec l'Allemagne, une puissance au sein de l'UE, il n'est pas évident que la France, au cas où elle le voudrait, puisse attendrir le chef de la diplomatie de cette commu-

nauté. L'Italienne Federica Mogherini est intransigeante : Ali Bongo a perdu les élections le 27 août 2016. Elle ne cesse de recevoir des soutiens dans la perspective des sanctions au chef de la junte gabonaise en cas de refus d'abdiquer.

Et puis, la France est déjà habituée au chantage d'Ali Bongo. L'anglais n'est jamais devenu la deuxième langue officielle du Gabon. Au contraire, après sa pérégrination rwandaise, Ali Bongo, rattrapé par les réalités d'un pouvoir mal acquis, a fait une cour assidue à la France. C'est ainsi que les Gabonais l'ont vu quémander le salut du président François Hollande au Salon de l'aéronautique au Bourget, en région parisienne. Quand il demande à le voir effectuer une visite au Gabon, ou à défaut le Premier ministre, Manuel Valls, notamment en février 2015, on lui envoie la maire de Paris, Anne Hidalgo, et la ministre de l'Environnement, Ségolène Royal. Mais au cours d'une émission télévisée, Valls ne manque pas de lui rappeler qu'« il n'a pas été élu comme on l'entend ». Entre-temps, Ali Bongo a présenté ses plates excuses pour avoir eu l'outrecuidance d'infliger un redressement fiscal à la compagnie pétrolière Total. A plusieurs reprises, il est allé à Canossa.

Beaucoup de Gabonais n'ayant été informés de son arrivée à Libreville que le matin même par le quotidien gouvernemental « L'Union », Paul Kagame a échappé à l'accueil désagréable qui attend désormais toute personnalité étrangère venue apporter son soutien au reclus du bord de mer. Gare au prochain téméraire ! Alors président français, Nicolas Sarkozy en a fait l'amère expérience lors des obsèques d'Omar Bongo, en juin 2009.